



ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DU MANITOBA

PROCÈS-VERBAL N° 7

QUATRIÈME SESSION, QUARANTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

PRIÈRE ET RECONNAISSANCE DES TERRITOIRES

TREIZE HEURES TRENTE

Le projet de loi mentionné ci-après, dont l'objet a été indiqué, est lu une première fois :

(N° 209) — *Loi sur la Semaine des marchés fermiers/The Farmers' Markets Week Act.*

(M^{me} MORLEY-LECOMTE)

M. SMOOK, *président du Comité permanent des affaires législatives*, présente le premier rapport du Comité :

Réunion :

Le Comité s'est réuni le 30 novembre 2021, à 10 heures, dans la salle 255 du Palais législatif.

Question à l'étude :

Le rapport annuel d'Élections Manitoba pour l'année se terminant le 31 décembre 2020.

Composition du Comité :

Conformément à l'ordre sessionnel que l'Assemblée a adopté le 7 octobre 2020 et qu'elle a modifié le 19 novembre 2020, le 3 décembre 2020 et le 18 mai 2021, l'application du paragraphe 83(2) du *Règlement* est suspendue pour la réunion du 30 novembre 2021 et la composition du Comité passe à six députés (quatre députés du gouvernement et deux députés de l'opposition officielle).

- M^{me} FONTAINE;
- M. le *ministre* GOERTZEN;
- M^{me} MARCELINO;
- M. le *ministre* REYES;
- M. SMOOK;
- M. WOWCHUK.

Le Comité a élu :

- M. SMOOK à la présidence;
- M. WOWCHUK à la vice-présidence.

Personne étant intervenue :

M^{me} Shipra Verma, directrice générale des élections

Rapport étudié et adopté :

Le Comité a examiné le rapport annuel d'Élections Manitoba pour l'année se terminant le 31 décembre 2020.

Sur la motion de M. SMOOK, le rapport du Comité est déposé.

M. ISLEIFSON, *président du Comité permanent de la justice*, présente le premier rapport du Comité :

Réunion :

Le Comité s'est réuni le mardi 30 novembre 2021, à 18 heures, dans la salle 255 du Palais législatif.

Question à l'étude :

Le projet de loi 3 — *Loi modifiant la Loi sur l'obligation alimentaire/The Family Maintenance Amendment Act*

Composition du Comité :

Conformément à l'ordre sessionnel que l'Assemblée a adopté le 7 octobre 2020 et qu'elle a modifié le 19 novembre 2020, le 3 décembre 2020 et le 18 mai 2021, l'application du paragraphe 83(2) du *Règlement* est suspendue pour la réunion du 30 novembre 2021 et la composition du Comité passe à six députés (quatre députés du gouvernement et deux députés de l'opposition officielle).

- U. ASAGWARA;
- M^{me} la *ministre* COX;
- M^{me} FONTAINE;
- M. le *ministre* FRIESEN;
- M. ISLEIFSON;
- M. NESBITT.

Le Comité a élu :

- M. ISLEIFSON à la présidence;
- M. NESBITT à la vice-présidence.

Député ne siégeant pas au Comité et étant intervenu :

M. GERRARD

Exposés oraux :

Le Comité a entendu 11 exposés des personnes mentionnées ci-après sur le projet de loi 3 — *Loi modifiant la Loi sur l'obligation alimentaire/The Family Maintenance Amendment Act* :

Jill Stockwell	Particulier
Robynne Kazina	Particulier
Paul Bruch-Wiens	Particulier
Reannah Hocken	Association du Barreau du Manitoba
Allison Fenske	Centre juridique d'intérêt public
Lisa McConnell et Bradley Miller (avec le consentement du Comité)	Particuliers
Lisa Davies McDonald	Particulier
Brianna Darbel	Particulier
Joel Lebois	Particulier
Matt Erhard	Particulier
Courtney Maddock	Particulier

Projet de loi étudié dont il a été fait rapport :

(N^o 3) — *Loi modifiant la Loi sur l'obligation alimentaire/The Family Maintenance Amendment Act*

Le Comité a convenu de faire rapport de ce projet de loi sans amendements.

Sur la motion de M. ISLEIFSON, le rapport du Comité est déposé.

M^{me} GORDON, *ministre de la Santé et des Soins aux personnes âgées*, fait une déclaration au sujet de la Journée mondiale contre le SIDA qui a lieu aujourd'hui même, le 1^{er} décembre 2021.

U. ASAGWARA et, avec le consentement de l'Assemblée, M. LAMONT font des observations sur la déclaration.

Conformément au paragraphe 27(1) du *Règlement*, M. le *ministre* EWASKO, M^{me} LATHLIN, M. le *ministre* FIELDING, M^{me} NAYLOR et M. WOWCHUK font des déclarations de député.

Les pétitions qui suivent sont présentées et lues devant l'Assemblée législative du Manitoba :

U ASAGWARA — Demande visant à exhorter le gouvernement provincial à veiller immédiatement à ce que les personnes qui résident au Manitoba bénéficient d'un accès efficace et sécuritaire à des services d'interruption volontaire de grossesse où qu'elles habitent et à veiller à ce qu'il légifère immédiatement afin d'instaurer des zones tampons.

M. MOSES — Demande visant, d'une part, à exhorter le gouvernement provincial à fournir immédiatement une couverture de santé gratuite et complète à tous les résidents du Manitoba, y compris aux demandeurs d'asile, aux travailleurs migrants, aux étudiants internationaux, aux enfants à charge des résidents temporaires et aux résidents sans papiers, et, d'autre part, à exhorter la ministre de la Santé et des Soins aux personnes âgées à entreprendre une campagne de communication multilingue afin de fournir aux résidents visés des renseignements concernant la couverture de santé élargie, à informer les établissements et fournisseurs de santé sur la couverture élargie offerte aux personnes n'ayant pas d'assurance-santé de même que sur la mise en œuvre des changements nécessaires en matière de politiques et de protocoles, à créer et à faire appliquer des politiques de confidentialité strictes ainsi qu'à fournir au personnel une formation en vue d'assurer la sécurité des résidents dont le statut d'immigration est précaire et de veiller à ce qu'ils puissent avoir accès à des soins de santé sans compromettre leur capacité à demeurer au Canada.

M. MALOWAY — Demande visant à exhorter la nouvelle première ministre à aider la ville de Winnipeg, sur le plan financier, à construire un pont à trois voies dans chaque direction afin de conserver le lien essentiel qui relie le secteur nord-est de Winnipeg, Transcona et le centre-ville, à exhorter le gouvernement provincial à recommander que la ville garde le vieux pont entièrement ouvert à la circulation pendant cette construction et à étudier la faisabilité de le garder en service à des fins de transport actif dans le futur.

M^{me} LATHLIN — Demande visant à exhorter le ministre de l'Infrastructure à effectuer une évaluation de la route provinciale secondaire n° 224 et à procéder aux réparations adéquates au moyen de fonds publics le plus rapidement possible.

M. WIEBE — Demande visant à exhorter le ministre de l'Infrastructure à maintenir des points d'accès à la route périphérique au moins tous les deux miles pour les résidents, surtout à des intersections comme le chemin Sturgeon qui sont essentielles pour les entreprises locales, et à tenir compte des besoins et des opinions des résidents et des propriétaires d'entreprises locaux qui ont pris le temps de remplir le sondage sur la sécurité de la route périphérique, et ce, tout en travaillant avec les ingénieurs et les techniciens afin de veiller à répondre à leurs inquiétudes.

M. GERRARD — Demande visant à exhorter le gouvernement provincial à encourager le gouvernement fédéral à modifier la *Loi canadienne sur la santé* de façon à ce que la définition de « services de santé assurés » vise également les médicaments sur ordonnance prescrits par un praticien autorisé, selon ce que permet la liste des médicaments assurés, et à élaborer, conjointement avec le gouvernement fédéral, un régime d'assurance-médicaments qui est à la fois public, universel et durable, qui est à payeur unique, qui se base sur des données probantes et qui répond aux besoins suivants : un pouvoir d'achat donnant accès aux meilleurs prix disponibles, la couverture de médicaments essentiels permettant de faire face aux besoins prioritaires en matière de santé et un régime permanent et complet qui favoriserait la santé et le bien-être de tous les Canadiens.

M. le *ministre* GOERTZEN propose que l'ordre sessionnel adopté le 7 octobre 2020 et modifié le 19 novembre 2020, le 3 décembre 2020 et le 18 mai 2021 soit modifié par substitution, dans le premier paragraphe, à « 2 décembre 2021 », de « 10 mars 2022 ».

Il s'élève un débat.

M. le *ministre* GOERTZEN et M. GERRARD interviennent.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. SMITH (Lagimodière) voulant que soit présentée à la lieutenant-gouverneure l'adresse suivante :

Nous, députés à l'Assemblée législative du Manitoba, vous remercions bien humblement du discours que vous avez prononcé à l'ouverture de la quatrième session de la quarante-deuxième législature du Manitoba.

L'Assemblée reprend également le débat sur la motion de M. KINEW voulant que la motion principale soit amendée par adjonction, à la fin, de ce qui suit :

Cependant, l'Assemblée déplore que le gouvernement provincial :

- a) n'ait pas fourni de plan visant à diminuer le coût de la vie pour les Manitobains puisqu'il n'a pas mentionné l'abordabilité ni le fait que les factures d'électricité, d'épicerie et autres sont désormais plus élevées, alors que les Manitobains se préparent pour la période des Fêtes;
- b) n'ait pas mis sur pied de commission d'enquête indépendante au sujet de sa réponse face à la pandémie afin d'apprendre de ses erreurs et de rectifier le tir dans le but d'améliorer la vie des familles manitobaines et de renforcer le système de santé;
- c) n'ait su offrir de soutien immédiat pour pallier la crise sanitaire qui secoue la province du nord au sud;
- d) ait déçu les personnes âgées et les aînés, notamment en les obligeant à se déplacer d'un bout à l'autre de la province pour libérer des lits dans les hôpitaux parce qu'il n'a pas su augmenter le nombre de lits dans les foyers de soins personnels ni gérer la crise sanitaire dans la province;
- e) ne se soit pas engagé à effectuer de véritables investissements ou changements en vue de combler les retards qui s'accumulent en ce qui concerne les chirurgies et les diagnostics dans la province;
- f) ait essayé de nous faire oublier l'ancien premier ministre Brian Pallister sans y parvenir, puisqu'il réitère 16 de ses anciens engagements;
- g) continue de mettre en péril la réussite à long terme des étudiants manitobains, puisqu'il veut encore procéder à cet « examen » dépassé du système d'éducation qu'avait demandé l'ancien premier ministre Brian Pallister;
- h) ait continué cette ingérence amorcée par l'ancien premier ministre Brian Pallister dans les établissements postsecondaires qui a entraîné une grève qui perdure à l'Université du Manitoba et qui nuit aux études des étudiants;
- i) ne se soit nullement engagé à octroyer aux travailleurs manitobains un salaire suffisant, des jours de congé de maladie payé ou des services de soutien à la santé et à la sécurité afin de les aider à se sortir de la pauvreté et à demeurer en santé et en sécurité au travail;

- j) n'ait pas parlé d'Hydro-Manitoba ni offert de plan dans le but de tirer profit de son énergie verte pour lutter contre le changement climatique, créer des emplois, favoriser la réconciliation et maintenir des tarifs peu élevés ainsi qu'un coût de la vie abordable;
- k) continue de se battre avec la ville de Winnipeg en imposant son projet raté de privatisation qui entraînera des pertes d'emplois pour les Manitobains et qui retardera les travaux d'amélioration de l'usine de traitement des eaux usées du North End, des travaux qui contribueraient à la protection des lacs et des rivières de la province;
- l) n'ait pas fixé de cible ni d'initiative vraiment importantes afin de lutter contre le changement climatique et de prévenir ces événements météorologiques dévastateurs qui affectent les producteurs ainsi que la durée et la qualité des routes d'hiver, l'environnement, l'économie et, en définitive, tous les Manitobains;
- m) ait négligé de s'engager véritablement à faire progresser la réconciliation et de s'excuser des échecs de l'ancien premier ministre Brian Pallister ainsi que de ses commentaires insensibles sur le plan racial;
- n) n'ait présenté aucune mesure de soutien claire à l'endroit des femmes, des filles et des personnes de diverses identités de genre du Manitoba, puisqu'il ne s'est pas engagé à financer la fourniture de produits de protection menstruelle dans les écoles ni à veiller à ce que les soins génésiques relèvent du ministre de la Santé et des Soins aux personnes âgées;
- o) ne se soit pas engagé à fournir du soutien à d'autres grandes collectivités comme Brandon et Dauphin ni à mettre fin au gel du financement destiné aux municipalités;
- p) n'ait pas réussi à élaborer de stratégie valable pour relancer le secteur manitobain de la création ni à présenter de véritable stratégie d'emploi à l'égard de divers secteurs de la province;
- q) ait refusé de s'attaquer à la crise des dépendances et du logement en n'effectuant aucun investissement à long terme dans des initiatives visant à réduire les dommages et à procurer des logements sociaux abordables,

et que le gouvernement provincial ait par conséquent, et en raison de ses nombreux autres échecs, perdu la confiance de l'Assemblée et de la population du Manitoba.

L'Assemblée reprend également le débat sur la motion de M. LAMONT voulant que la motion d'amendement soit amendée par adjonction, après l'alinéa q), de ce qui suit :

- r) n'ait pas changé de cap de manière importante ni proposé de mesures concrètes pour répondre aux multiples crises auxquelles sont confrontés actuellement les Manitobains, lesquelles nécessitent des mesures audacieuses, et qu'il ait seulement présenté un plan prévoyant de la planification;
- s) n'ait pas apporté de solutions pour l'ensemble des Manitobains et qu'il ait plutôt offert des solutions qui ne servent les intérêts que d'une infime minorité et qui abandonnent la majorité des Manitobains à leur propre sort;
- t) ait continué à livrer une bataille rangée aux chercheurs et professeurs talentueux du Manitoba au point où un grand nombre d'entre eux songent à quitter la province;

- u) ne se soit pas engagé à mener des négociations justes et libres avec les fonctionnaires, à éviter de s'ingérer dans les affaires des sociétés d'État et à permettre à ces dernières de fonctionner indépendamment du gouvernement de la manière prévue;
- v) ne se soit pas engagé à revoir toutes ses réformes désastreuses de la santé et qu'il ait seulement revu des réformes visant les régions rurales du Manitoba et non celles touchant les centres de santé se trouvant à Winnipeg et offrant des services à toute la province;
- w) n'ait pas adopté d'approches de prévention, entre autres, du diabète, de l'ostéoporose, des maladies cardiaques, rénales et pulmonaires ainsi que des maladies cérébrales — y compris les troubles d'apprentissage, les dépendances, les accidents vasculaires cérébraux et la démence — alors que le besoin est criant à l'échelle de la province pour ces approches;
- x) n'ait pas reconnu le rôle des faibles salaires dans la pénurie de main-d'œuvre au Manitoba, qu'il ne se soit pas engagé à augmenter le salaire minimum et qu'il n'ait pas précisé la façon dont la province comblera les lacunes dans la main-d'œuvre à l'aide du Programme des candidats du Manitoba;
- y) n'ait pas élaboré de plan de relance économique concret en réponse à la pandémie de COVID-19, qu'il ait préféré proposer des platitudes sur le fait d'« attirer des investissements » plutôt que de poser des gestes concrets et qu'il ait laissé les Manitobains et les entreprises de la province à eux-mêmes pour demeurer innovateurs et résilients dans la vraie tradition manitobaine;
- z) ne se soit pas engagé à remettre les 338 millions de dollars en allocations spéciales pour enfants du gouvernement fédéral qui étaient destinés aux enfants pris en charge et que les gouvernements progressistes-conservateurs et néo-démocrates précédents ont versé dans les recettes générales;
- aa) n'ait pris aucun engagement en vue d'améliorer la viabilité du Manitoba;
- bb) n'ait rien reconnu à l'égard de la sécurité des Manitobains alors que les décès attribuables aux surdoses causées par la toxicomanie atteignent des niveaux records et qu'il est urgent de s'occuper de la santé mentale des Manitobains.

Le débat se poursuit sur le sous-amendement.

M. TEITSMA, M^{me} NAYLOR, M. le *ministre* LAGIMODIERE, M^{mes} MARCELINO et LATHLIN, M. MICKELFIELD ainsi que M^{me} la *première ministre* STEFANSON interviennent.

Le sous-amendement, mis aux voix, est rejeté à la majorité.

L'amendement, mis aux voix, est rejeté à la majorité.

POUR

ADAMS
ALTOMARE
ASAGWARA
BRAR
BUSHIE
FONTAINE
GERRARD
KINEW
LAMONT
LAMOUREUX
LATHLIN

LINDSEY
MALOWAY
MARCELINO
MOSES
NAYLOR
SALA
SANDHU
SMITH (Point Douglas)
WASYLIW
WIEBE21

CONTRE

CLARKE
COX
CULLEN
EICHLER
EWASKO
FIELDING
FRIESEN
GOERTZEN
GORDON
GUENTER
GUILLEMARD
HELWER
ISLEIFSON
JOHNSON
JOHNSTON
LAGASSÉ
LAGIMODIERE

MARTIN
MICKLEFIELD
MORLEY-LECOMTE
NESBITT
PEDERSEN
PIWNIUK
REYES
SCHULER
SMITH (Lagimodière)
SMOOK
SQUIRES
STEFANSON
TEITSMA
WHARTON
WISHART
WOWCHUK33

La motion principale, mise aux voix, est adoptée à la majorité.

POUR

CLARKE
COX
CULLEN
EICHLER
EWASKO
FIELDING
FRIESEN
GOERTZEN
GORDON
GUENTER
GUILLEMARD
HELWER
ISLEIFSON
JOHNSON
JOHNSTON
LAGASSÉ
LAGIMODIERE

MARTIN
MICKLEFIELD
MORLEY-LECOMTE
NESBITT
PEDERSEN
PIWNIUK
REYES
SCHULER
SMITH (Lagimodière)
SMOOK
SQUIRES
STEFANSON
TEITSMA
WHARTON
WISHART
WOWCHUK.....33

CONTRE

ADAMS
ALTOMARE
ASAGWARA
BRAR
BUSHIE
FONTAINE
GERRARD
KINEW
LAMONT
LAMOUREUX
LATHLIN

LINDSEY
MALOWAY
MARCELINO
MOSES
NAYLOR
SALA
SANDHU
SMITH (Point Douglas)
WASYLIW
WIEBE21

La séance est levée à 16 h 46, et l'Assemblée ajourne ses travaux à demain, 10 heures.

La présidente,

Myrna Driedger